

Apprendre de la pause forcée de la COVID-19 : Le sport organisé québécois recentré sous les angles de l'accessibilité et du plaisir, les défis

Alexandro Allison-Abauza, M. A., et Andrea Woodburn, Ph. D.¹

Rédigé à la fin de janvier 2021 dans un contexte où la situation sanitaire continuait d'être problématique, ce bulletin se penche sur les occasions qu'offre la crise de la COVID-19 de repenser aux finalités du sport organisé au Québec. Pour ce faire, nous avons passé en revue la littérature portant sur les défis que la crise sanitaire pose au sport. L'arrêt prolongé des activités pour bon nombre de pratiquants sportifs a permis de réaliser que ce qui compte le plus, c'est de faire du sport tout en s'amusant. Depuis quelques années, le sport québécois se trouve dans une mouvance qui préconise de plus en plus l'harmonisation de la qualité de l'expérience sportive avec l'intégrité du pratiquant et la performance. La pandémie offre de multiples occasions de s'inscrire dans une démarche visant à promouvoir les valeurs du *sport pour tous* et du *développement positif de la personne*. Selon bon nombre d'experts, ces valeurs sont essentielles à l'adoption d'une pratique pérenne tout en permettant à ceux et celles qui le désirent de réaliser des prouesses sportives.

Ce bulletin se divise en deux parties. Nous proposons d'abord, sous le titre *Les défis*, un état des lieux afin de dresser l'inventaire des embûches que devront probablement surmonter les divers membres de la communauté sportive québécoise. En deuxième partie, intitulée *Pistes d'action*, nous explorons diverses avenues qui mettent au premier plan l'accessibilité du sport et la qualité de l'expérience sportive.

1- Les défis

Depuis mars 2020, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Au gré des cycles de confinement/déconfinement, bon nombre de nos habitudes sociales ont été chamboulées. Parmi celles-ci, la pratique du sport organisé a été grandement affectée. Du pratiquant s'initiant

à un nouveau sport jusqu'à l'athlète se préparant pour les Jeux olympiques, tous ont dû composer avec les réalités d'un sport en pause.

Il y a fort à parier que la crise sanitaire aura des répercussions économiques importantes sur ce domaine d'activité. En novembre dernier, une enquête

du Pôle Sport HEC Montréal auprès de divers acteurs du milieu sportif amateur québécois a exposé plusieurs inquiétudes sur l'intégrité financière du système sportif et des organisations qui le composent (Brunelle et coll., 2020)². Certains représentants

des fédérations sportives, du milieu scolaire et du milieu universitaire ont affirmé être préoccupés par la diminution des inscriptions et la baisse importante des revenus.

Au-delà des chiffres, nous considérons que la communauté du sport organisé au Québec pourrait vivre des bouleversements importants. Au sein de la grande famille québécoise du sport, des clubs pourraient être obligés de fermer, des emplois pourraient être perdus et, conséquemment, des expériences sportives pour des pratiquants pourraient ne pas voir le jour.

Une problématique qui ne date pas de la pandémie

Les défis relatifs à l'exclusion et à l'abandon de la pratique sportive existaient bien avant la pandémie. En effet, l'accessibilité socioéconomique du sport était limitée (Canadian Heritage, 2013; Collins et Kay, 2014; Donnelly, 2013a) et de nombreux auteurs exposaient le phénomène d'abandon de la pratique sportive par un nombre grandissant d'enfants et d'adolescents. Selon eux, plusieurs abandonnaient la pratique sportive par manque de plaisir, par la pression des coachs et des parents, par l'incapacité de faire d'autres loisirs et par le risque de blessures (Coakley et Donnelly,

2009; Crane et Temple, 2015; DiFiori et coll., 2014; Witt et Dangj, 2018). À cet égard, il semble que la pandémie et le temps mort lié à l'arrêt des activités sportives peuvent représenter une occasion en or de réfléchir et d'agir afin de prendre en compte cette problématique dans une relance éventuelle du sport.

D'abord, nous sommes devenus beaucoup plus sensibles à l'idée que certains enfants et adolescents ne peuvent pratiquer un sport même si c'était déjà le cas avant la pandémie (Kingsley et Spencer-Cavaliere, 2015).

Puis, en l'absence de réseaux de compétitions et de l'instabilité des calendriers d'entraînement, bon nombre d'intervenants ont modifié les finalités de leurs interventions. Le plaisir et le développement positif ont assurément eu préséance sur tout le reste pour faire office de baume dans le quotidien difficile de nos enfants et de nos adolescents. Dans les deux cas, la crise aura mis en exergue deux priorités : bouger et s'amuser.

Profiter de la conjoncture

Dans ce cas, pourquoi ne pas profiter de la conjoncture pour cristalliser cette préoccupation dans notre système sportif en favorisant la mise en place des

valeurs d'égalités et de plaisir que représentent *le sport pour tous* et *le développement positif de la personne*? Certes, apporter des modifications à un système n'est guère facile. Cependant, dans un contexte où les fondations du sport ont été déstabilisées, n'y a-t-il pas lieu de voir comment l'édifice pourrait être rebâti pour faire face à la prochaine tempête? D'autant plus que, comme nous le verrons plus loin, de tels changements sont en adéquation avec ce que le milieu de la recherche et ce que bon nombre de nations sportives innovantes proposent. *Pour favoriser une pratique sportive à long terme et réaliser des performances sportives, l'accessibilité de la pratique et le plaisir qu'elle suscite sont des impératifs* (Crane et Temple, 2015; Gardner et coll., 2017; Mallett et Hanrahan, 2004).

Il convient cependant de souligner que l'État québécois est déjà engagé depuis plusieurs années dans cette mouvance. Les grands chantiers portant sur l'intégrité et la sécurité physique et psychologique des pratiquants sportifs en sont un exemple évident (MEQ, 2021).

L'instabilité financière des organisations sportives

L'instabilité financière des organisations sportives est l'un des défis majeurs que pose la pandémie. Les équipes, les clubs et les associations passent à travers une zone de turbulences importantes. La baisse des revenus principaux, à savoir les inscriptions, les revenus de commandites et les profits d'événements offerts au public, pourrait avoir des effets à long terme sur les finances des organisations sportives. Et en l'absence de revenus ou avec des budgets à la baisse, les emplois de coachs et de gestionnaires pourraient être menacés.

Même si l'on ne dispose pas de données substantielles sur la diminution des inscriptions au Québec, quelques données préliminaires indiquent que la baisse pourrait aller de 20 à 40 % (Brunelle et coll., 2020), ce qui aurait un impact important sur les finances de la majorité des clubs et des fédérations. Au Canada, le recul de l'emploi lié aux fermetures d'entreprises combiné aux impacts économiques plus importants dans certains secteurs (p. ex., les services) pourrait affecter les finances de plusieurs familles (Statistique Canada, 2021). Cela laisse présager une baisse des taux d'inscription dans les clubs sportifs.

Plusieurs clubs bénéficient de commandites de commerces et d'entreprises locales qui voient dans cette forme de soutien une manière de redonner à la communauté et d'accroître leur visibilité. Or, les fermetures prolongées, le ralentissement des activités et les dépenses imprévues pour se conformer aux consignes sanitaires ont eu un impact sur leurs chiffres d'affaires et, par voie de conséquence, sur leurs budgets de publicité. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (2021) rapporte qu'une entreprise sur six pourrait fermer à cause de la crise sanitaire. Il y a donc lieu de se demander si les commanditaires d'organisations ou d'activités sportives seront en mesure de renouveler leur engagement auprès du milieu sportif dans un avenir rapproché (Sanderson et Brown, 2020).

Dans certains sports, l'organisation d'événements sportifs régionaux et nationaux constitue une source de revenus importante. Nous ne disposons pas de données spécifiques à ce sujet pour le Québec et le Canada, mais on peut considérer que la fermeture des réseaux de compétition ici peut se comparer à ce qui s'est produit en Europe. Les Comités olympiques européens, une organisation qui regroupe une cinquantaine de comités olympiques nationaux (2020),

rapportait qu'au plus fort de la crise (février à juin 2020), 95,6 % des événements sportifs avaient été annulés. Au Québec, quelques organisations sportives ont pu présenter des événements dans certaines disciplines au cours de l'été, mais la grande majorité des événements sportifs ont été annulés ou reportés depuis mars 2020.

En somme, il y a aura des pertes de revenus pour la grande majorité des organisations sportives. Heureusement, divers programmes d'aide financière gouvernementaux (tant fédéraux que provinciaux) permettent au système de rester à flot.

Nous y reviendrons plus loin, mais il demeure que la pandémie pourrait avoir aussi un effet important, à plus long terme, sur les ressources humaines.

Les ressources humaines sous pression

En l'absence de certains revenus qui normalement auraient été engrangés, il est possible que les organisations sportives ne puissent renouveler l'embauche de coachs et de gestionnaires. Par ailleurs, les bénévoles, qui permettent de générer d'importantes économies, pourraient être plus difficiles à recruter.

Depuis les années 80, et de façon plus marquée depuis une vingtaine d'années, le milieu du sport amateur canadien a connu des changements structurels importants menant à une professionnalisation progressive du personnel des clubs sportifs (Gruneau, 2016). Au Québec, afin de répondre à la demande grandissante de programmes sportifs de qualité, les coachs occupent de plus en plus des postes rémunérés à temps partiel et à temps plein, restent dans la profession plus longtemps et ont des conditions d'emploi qui s'améliorent (Laberge et Lalime, 2005). Dans la dernière décennie, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a déployé une myriade de mesures de soutien, ce qui laisse croire qu'il y a effectivement une évolution de la professionnalisation des coachs (MÉES, 2019).

Cependant, le contexte pandémique pourrait affecter la stabilité du marché de l'emploi dans le milieu du coaching.

Des chercheurs soulignent que plusieurs coachs rémunérés à temps partiel ou à temps plein craignent que leur emploi ne soit plus disponible à la reprise, compte tenu du contexte économique à prévoir (Callary et coll., 2020).

Malgré le nombre accru de coachs professionnels, le système sportif demeure

dépendant de la participation de bénévoles pour assurer sa pérennité. Une analyse économique du système sportif fédéré québécois commandé par Sport Québec (2010) estimait à 112 254 le nombre de bénévoles à l'œuvre chaque année.

Ensemble, les bénévoles constituaient une valeur économique de 250 millions de dollars.

D'ailleurs, Gruneau (2016) rapportait que le bénévolat dans les organisations sportives est beaucoup plus stable que ce que l'on observe dans d'autres domaines, où il est nettement déclinant. Drummond et coll. (2020) suggèrent pourtant qu'un grand nombre de bénévoles pourraient ne pas être au rendez-vous à la reprise des activités. Le contexte économique pourrait limiter la capacité des individus, tels que les parents, de donner de leur temps. Une possible crise économique ferait en sorte de retenir le temps disponible pour devoir accomplir des tâches associées à assurer leur subsistance. Toujours selon Drummond et coll. (2020),

il faudra mettre en place des stratégies afin de s'assurer que les bénévoles se réengagent massivement dans les organisations sportives lors du retour à la normale.

Les populations vulnérables sous-représentées

Évidemment, le système sportif ne fonctionne pas en vase clos, à l'abri des problématiques sociales. Le ralentissement économique, les pertes d'emploi et les faillites influenceront tôt ou tard la pratique sportive. Il a été souligné à maintes reprises que la crise sanitaire a « amplifié les inégalités de richesse, les inégalités de genre et les inégalités raciales existantes, tout en s'en nourrissant » (Oxfam, 2021, p. 2). Il est donc légitime de présumer que la crise aura des répercussions importantes sur le système sportif, notamment sur la capacité de certains groupes déjà exclus de prendre part à une pratique sportive organisée (Evans et coll., 2020; Kelly et coll., 2020). Nous nous attarderons ici plus particulièrement sur les gens ayant un statut socioéconomique faible et les femmes, car ces deux groupes continuent, encore aujourd'hui, d'être sous-représentés dans le système sportif.

Au Canada et au Québec, le statut socioéconomique influence la pratique sportive organisée (Canadian Heritage, 2013; Joubert, 2018; Massougbojji et coll., 2018; White et McTeer, 2012). En effet, le revenu des ménages et le degré de scolarité sont d'importants prédicteurs (Clark,

2008; Trussell et McTeer, 2007; Vandermeersch et coll., 2015).

Comme mentionné précédemment, il est probable que la crise actuelle a intensifié ces inégalités. Il faudra cependant quelques mois, voire des années, pour avoir des données substantielles sur les effets de la pandémie sur les inégalités. L'expérience de la *crise des prêts hypothécaires à risque* en 2008 indique que celle-ci a eu des effets importants sur l'accessibilité socioéconomique, plus spécifiquement la classe moyenne et les personnes en situation de recherche d'emploi (Widdop et coll., 2018).

D'ailleurs, Sanderson et Brown (2020) soulignent que « beaucoup ont dû choisir entre nourrir leurs enfants ou payer un loyer; il va donc de soi qu'après la réouverture de l'économie, la participation aux sports d'équipe pourrait voir une baisse de ceux qui ont les moyens de jouer » (p. 318, traduction libre). La crise actuelle pourrait laisser des traces similaires.

Dans un contexte où nous comptons socialement sur la pratique d'activités physiques pour ses effets positifs sur la santé des populations, il faudra s'assurer de ne laisser personne derrière.

Femmes et leadership sportif

Depuis les années 90, plusieurs changements positifs ont été observés dans le système sportif canadien en matière d'inclusion des femmes. Par exemple, il y a de plus en plus de femmes et de filles qui font du sport et les résultats des femmes sur la scène compétitive internationale se sont améliorés. Cette hausse de participation est la conséquence, entre autres, de la mise en œuvre de programmes sportifs plus inclusifs, de politiques publiques visant l'inclusion des femmes et de recherches académiques sur le sujet (Demers et coll., 2019).

La crise actuelle nous a cependant rappelé que les gains sociaux liés à l'avancée des femmes dans notre société peuvent être fragiles.

Comme le souligne Morel (2020), les crises ont des effets genrés. Les femmes « connaissent davantage le sous-emploi [...] un fort emploi à temps partiel et une présence élevée dans des occupations à prépondérance féminine [...] ». (Morel, 2020, p. 79) Malgré les progrès des femmes dans le milieu du sport, certains tardent à se matérialiser. Ainsi, les femmes sont sous-représentées dans les postes de leadership. Le plafond de verre qui limite l'accès des femmes à des postes d'entraîneuse-chef, de gestionnaire d'organisation

sportive ou de membre de conseil d'administration ou de comité est toujours là : ces postes sont occupés en très forte majorité par des hommes (Demers et coll., 2019).

Bien que plusieurs raisons expliquent ce phénomène, Burton (2020) souligne qu'avant la crise, la charge de *travail invisible* était déjà importante. Les femmes faisaient déjà face aux problèmes de conciliation travail famille. La crise a exacerbé cette iniquité, car on considère que « la charge de travail domestique a aussi augmenté, d'autant plus que des activités éducatives ont migré de l'école à la maison » (Morel, 2020, p. 79).

En juin 2020, certaines données sur le recul de l'emploi indiquaient que les jeunes femmes étaient plus affectées que les jeunes hommes par la crise (26,4 % contre 19,1 %) (Morel, 2020). Comme la prochaine génération de coachs féminines est, entre autres, tributaire de la présence d'autres femmes les ayant initialement inspirés, il y a lieu de se demander si ce cercle vertueux pourrait être menacé. Les athlètes féminines qui ont été coachées par des femmes et qui s'orientent vers le coaching ont beaucoup plus de chances de rester dans la profession en début de carrière (Wasend et LaVoi, 2019).

La crise actuelle pourrait ralentir la progression des femmes dans les positions de leadership. Cependant, il faudra attendre certaines données pour bien comprendre les effets de la pandémie sur le marché de l'emploi des femmes dans le sport. D'ailleurs, le milieu de la recherche féministe en sport s'organise autour de cette problématique (Forsyth et coll., 2020).

À suivre

Dans le bulletin de l'OQL 18(9)

Apprendre de la pause forcée de la COVID-19

Le sport organisé québécois recentré sous les angles de l'accessibilité et du plaisir. Pistes d'action

Notes :

La liste des références est présentée dans le bulletin 18(9)

¹ Alexandro Allison-Abaunza, M. A., et Andrea Woodburn, Ph. D. Département d'éducation physique de l'Université Laval

² Cette enquête a été menée avant que le Gouvernement du Québec annonce un plan de relance de 70 millions \$ à la mi-octobre ([La Presse](#), 15 octobre 2020).